



**PRÉFÈTE
DE L'ARDÈCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

**Arrêté préfectoral n° 07-2025-01-02-00003
autorisant la société BOSTIK**

à exploiter une unité de production de polyamides sur le territoire de la commune de PRIVAS

**La Préfète de l'Ardèche
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite**

VU le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre I, ses titres I et II du livre II et son titre I du livre V ;

VU la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU les actes en date des 26 juillet 1993, 11 février 2000 et 4 avril 2016 antérieurement délivrés à la société BOSTIK pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Privas ;

VU la décision de l'autorité environnementale en date du 7 août 2019 dispensant d'évaluation environnementale le projet d'extension d'activité de la société BOSTIK ;

VU la demande du 6 février 2023, présentée par la société SAS BOSTIK, dont le siège social est situé Le Lac Nord Zone industrielle – 07 000 Privas, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de production de polyamides située 160 Chemin de Saint Clair à Privas ;

VU les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande en date du 15 février 2024 ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 2 avril 2024 organisant une participation du public par voie électronique pour une durée d'un mois, du 22 avril 2 mai 2024 inclus, sur le territoire des communes de Privas, Lyas, Coux, Veyras, Freyssenet, Alissas et Rochessaive ;

VU l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

VU l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

VU l'absence d'avis recueillis durant la période de consultation du public par voie électronique ;

VU l'arrêté préfectoral n° SGAD-07-2027-10-01 prorogeant le délai d'instruction de la demande d'autorisation environnementale susvisé au 26 novembre 2026 ;

VU le rapport et les propositions en date du 08/11/2024 de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté porté le 15/11/2024 à la connaissance du demandeur ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que l'établissement de la société BOSTIK est une installation existante régulièrement mise en service au sens de l'arrêté ministériel modifié du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Ardèche ;

ARRÊTE

La décision implicite de rejet, née le 26/11/2024, de la demande d'autorisation du 6 février 2023, présentée par la société SAS BOSTIK, dont le siège social est situé Le Lac Nord Zone industrielle – 07 000 Privas, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de production de polyamides située 160 Chemin de Saint Clair à Privas, est retirée.

1. Portée de l'autorisation et conditions générales

1.1. Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société BOSTIK SA (SIRET 33211009700166), dont le siège social est situé Le Lac Nord Zone Industrielle – 07000 Privas est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter, à l'adresse 160 Chemin de Saint Clair sur la commune de Privas, les installations détaillées dans les articles suivants.

1.1.2. Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur la commune, parcelles et lieu-dit suivants :

Commune	Parcelles
Privas	Section AX numéros 158, 423, 425, 426, 603, 708, 711, 712, 831, 833

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation, reste inférieure à 50 000 m².

1.1.3. Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

À l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE listées au 1.2. ci-dessous.

1. 2. Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes :

Rubrique	Libellé simplifié de l'activité	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime ¹
3410-h	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques	Production de polyamides	36 t/j soit 13 000 t/an	A
2662-1	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)	Polyamides : 916 palettes en racks dans le magasin Produits Finis 60 palettes au sol en préparation et 60 palettes en zone tampon	1 300 m ³	E
2915-1-a	Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles		9 000 l	E
1436-2	Liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C (1), à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de).	1 cuve de 55t de pipérazine aq. 68 % + 1 cuve 51t HMDA aq. 100 % + 44t en emploi dans les installations	150 t	DC
1450-2	Solides inflammables (stockage ou emploi de)	Pipérazine solide	950 kg	D
1510-2-c	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes)		45 757 m ³	DC
2910-2	Installations de combustion	2 chaudières fonctionnant au gaz naturel	1 686 kW	DC
4120-2-b	Substances et mélanges liquides de toxicité aiguë catégorie 2		5 t	D
4331-3	Stockages de liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3	1 cuve d'éthylène diamine (EDA) (50 m ³ x 0,9 = 45 t) Cuve rajout 200 kg salle des amines Tuyauteries	45,2 t	DC

1. A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique).

1.2.1. Réglementation Seveso

L'établissement ne relève pas d'un statut « Seveso » au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26/05/14 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre I du livre V du code de l'environnement.

1.2.2. Réglementation « Industrial Emissions Directive » dite « IED »

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3410-h relative à la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de matières plastiques (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose) et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF POL.

Les prescriptions de la présente autorisation sont réexaminées conformément aux dispositions de l'article L. 515-28 du code de l'environnement et des articles R. 515-70 à 73 du même code.

Le réexamen périodique est déclenché à chaque publication au journal officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relative au BREF WGC « Systèmes communs de traitement et de gestion des eaux résiduaires et des effluents gazeux dans l'industrie chimique ». La première publication en ce sens date du 12 décembre 2022.

Les installations de production de polyamide, et les équipements qui leur sont liés, respectent les dispositions suivantes :

Documents BREF concernés	N° des MTD applicables	Échéance
Conclusions sur les MTD WGC	1, 3, 4, 5, 6n 7, 14, 19, 20, 23	Immédiat
	3, 8	En 2026
Conclusions sur les MTD CWW « systèmes communs de traitement et de gestion des eaux et gaz résiduels dans l'industrie chimique »	1, 2, 3, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 22, 23 4	Immédiat Adaptée selon article 3.4.2 du présent arrêté
BREF transversal EFS « Emissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac »	1 à 4, 7, 10, 16, 17, 18, 21 à 24, 27, 30, 32 à 37, 45, 49, 55 à 60, 71, 72	Immédiat
BREF transversal ENE « Efficacité énergétique »	1 à 17, 19, 21 à 28	Immédiat
BREF POL « Polymères »	1, 5, 6, 7, 9, 10, 15, 17, 19	Immédiat

1. 3. Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

1. 4. Cessation d'activité

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est à vocation industrielle.

Les mesures prises seront notamment :

- l'évacuation et l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion.

1. 5. Garanties financières

Non concerné.

1. 6. Implantation

Non concerné.

1. 7. Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et ses mises à jour,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

2. Protection de la qualité de l'air

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

2. 1. Conception des installations

Les installations doivent être conçues, implantées et entretenues de manière à limiter les émissions (fumées, gaz, poussières ou odeurs) à l'atmosphère. Ces installations doivent, dans toute la mesure du possible, être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser les émissions qui sont traitées en tant que de besoin, notamment pour respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Les dispositifs d'évacuation sont munis d'orifices obturables et accessibles, placés de manière à réaliser des mesures représentatives.

La forme des cheminées ou conduits d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché, doit être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents rejetés.

Les débouchés à l'atmosphère de ces dispositifs doivent être éloignés au maximum des habitations.

2. 2. Limitation des rejets

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux, pour les points référencés en annexe 1 du présent arrêté. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Paramètre	Code CAS	Réacteurs et dépoussiéreurs
		Concentration mg/Nm ³
Poussières, y compris particules fines	-	5
COV totaux	-	20

Paramètre	Code CAS	Chaudière
		Concentration mg/Nm ³
CO		10
NOx, exprimé en NO ₂	14797-65-0	150

2. 3. Surveillance des rejets dans l'atmosphère

2.3.1. Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant assure une surveillance annuelle des poussières émises en sortie des dépoussiéreurs du site sur les années 2024 à 2025. À partir de l'année 2026, cette fréquence de surveillance est portée à une fois tous les 3 ans.

2.3.2. Surveillance des émissions diffuses

Non concerné.

3. Protection des milieux aquatiques

3. 1. Prélèvements et consommations d'eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Coordonnées du point de prélèvement En Lambert 93	Prélèvement maximal	Prélèvement maximal
				Journalier (m ³ /j)	Annuel (m ³ /an)
Réseau d'eau	Commune de Privas	-	-	-	20 000

Le débit de fuite maximal des eaux pluviales (sans prise en compte du caniveau d'eau pluviales externes au site longeant l'emprise des terrains côté sud et ouest) vers le milieu naturel est de 3 l/s/ha (hors pluie de récurrence supérieure ou égale à décennal), soit 54 m³/h.

3. 2. Conception et gestion des réseaux et points de rejet

3.2.1. Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux usées industrielles, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux de refroidissement, eaux vannes, etc.

Les différents effluents aqueux sont traités de manière appropriée en vue d'un possible recyclage/valorisation ou de leur élimination en tant que déchet. Ces effluents liquides peuvent être rejetés dans le réseau d'eaux communal sous réserve de leur acceptation par le gestionnaire du réseau.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet externe(s) qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Réf.	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Point n°1	Eaux pluviales	Réseau communal des eaux pluviales	Rivière Ouvèze - code Sandre V6-0200	Néant
Point n°2	Eaux résiduaires industrielles	Réseau communal des eaux usées	Station d'épuration de Privas – Code Sandre 060907186001	Bâche de 50 m ³ – Convention et autorisation

3.2.2. Dispositions générales

La réfrigération en circuit ouvert n'est pas autorisée.

3.2.3. Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Pour le rejet dans le milieu naturel :

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- ✓ réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,
- ✓ ne pas gêner la navigation (le cas échéant).

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'Etat compétent.

Pour le rejet dans une station collective :

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

3. 3. Limitation des rejets

Les valeurs limites d'émissions prescrites permettent le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé et le cas échéant par les dispositions du SDAGE ou du SAGE.

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Point de rejet référencé n°1

- pH : 6,5 à 9

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n° 1
		Concentration maximale (mg/l)
MES (matières en suspension)	1305	30
DCO (demande chimique en oxygène)	1314	20
DBO ₅ (demande biologique en oxygène à 5 jours)	1313	3
NH ₄ ⁺ (ammonium)	1335	0,1
Indice hydrocarbures	7007	10

Point de rejet référencé n°2

- pH : 5,5 à 8,5
- température inférieure à 30 °C

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n° 2
		Concentration maximale (mg/l)
MES	1305	600
DCO	1314	2000
DBO ₅	1313	800
NH ₄ ⁺	1335	0,1
Indice hydrocarbures	7007	10
Azote global	1551	150
Phosphore total	1350	50
Indice phénol	1440	0,3

3. 4. Surveillance des prélèvements et des rejets

3.4.1. Relevé des prélèvements d'eau

L'exploitant relève à fréquence mensuelle les quantités d'eaux issues du réseau public.

3.4.2. Contrôle des rejets

L'exploitant réalise au moins une fois par an un contrôle sur les points de rejets 1 et 2 mentionnés au paragraphe 3.2.1 du présent arrêté.

3. 5. Surveillance des effets sur les milieux aquatiques et les sols

3.5.1. Surveillance des eaux souterraines

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

Pt de mesure	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau	Profondeur de l'ouvrage
PZ1	amont	Nappe alluviale de l'Ouvèze	10 m

PZ2	aval	Nappe alluviale de l'Ouvèze	10 m
PZ3	aval	Nappe alluviale de l'Ouvèze	10 m
PZ4	aval	Nappe alluviale de l'Ouvèze	10 m
PZ5	aval	Nappe alluviale de l'Ouvèze	10 m

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe 2.

L'exploitant procède à l'analyse des eaux souterraines dans les conditions suivantes :

Paramètres		Points de mesure	Fréquence des analyses
Nom	Code SANDRE		
Zinc	1383	PZ1-PZ2-PZ3-PZ4-PZ5	Quinquennale à partir de 2030
Indice hydrocarbures	1442	PZ1-PZ2-PZ3-PZ4-PZ5	Quinquennale à partir de 2030

3.5.2. Surveillance des sols

La surveillance des sols est effectuée sur les points S1, S2 et S3 référencés sur le plan en annexe 2 du présent arrêté.

Les prélèvements et analyses sont réalisés tous les 10 ans. La prochaine campagne sera effectuée durant l'année 2033 sur les paramètres Zinc, azote Kjeldahl, nitrates, nitrite et ammonium.

3. 6. Dispositions en cas de sécheresse

L'exploitant met en œuvre, selon le niveau de vigilance activé, les dispositions de l'arrêté départemental ou interdépartemental cadre sécheresse.

Une adaptation/exemption vis-à-vis des réductions de consommation d'eau fixées à l'arrêté cadre départemental (ou interdépartemental) est possible sous réserve que ce dernier le prévoit et que l'exploitant soit en capacité de démontrer que ses prélèvements ont déjà été réduits au minimum, au travers de la tenue d'un plan de sobriété hydrique, tenu à disposition de l'inspection afin de justifier du bénéfice de l'exemption en cas de contrôle.

4. Autorisations embarquées

Non concerné.

5. Protection du cadre de vie

5.1. Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7 h à 22 h,(sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22 h à 7 h,(ainsi que dimanches et jours fériés)
Points de mesure 1 à 4	65 dB(A)	55 dB(A)

Les points de mesures figurent sur le plan en annexe 3 du présent arrêté.

5. 2. Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée trois au maximum après la signature du présent arrêté, puis tous les 5 ans.

6. Prévention des risques technologiques

6.1. Conception des installations

6.1.1. Dispositions constructives et comportement au feu

L'ensemble des bâtiments et installations sont construits selon les éléments décrits dans la demande d'autorisation du 6 février 2023, modifiée le 15 février 2024 susvisée.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

6.1.2. Désenfumage

Non concerné.

6.1.3. Organisation des stockages

La nature des produits stockés, leur quantité et condition de rétention respectent les éléments décrits dans l'étude de dangers annexée à la demande d'autorisation du 6 février 2023, modifiée le 15 février 2024 susvisée.

6.1.4. Installations électriques

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

6.1.5. Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

Les engins de secours peuvent accéder au site soit par l'entrée principale de l'établissement à l'est du site ou la sortie véhicules lourds à l'ouest du site, accessibles par le Chemin de Saint Clair.

Les voies de circulation et accès sont délimités, maintenus en constant état de propreté et dégagés de tout objet susceptible de gêner le passage.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation des installations stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation, même en dehors des heures d'exploitation et ouvertures des installations.

6.1.6. Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Le confinement des eaux incendie est effectué par une rétention dont le volume disponible est au minimum de 500 m³. Cette rétention est munie d'une vanne de fermeture actionnable en toute circonstance.

6.2. Autres dispositifs et mesures de préventions des accidents

Non concerné.

6.3. Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et précisés comme ci-après :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- de kits antipollution répartis sur le site.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont complétés par deux poteaux incendie distants de moins de 120 mètres des bâtiments.

6.4. Prévention des accidents liés au vieillissement

Les installations et équipements figurant dans le dossier de demande d'autorisation environnementale font l'objet d'un suivi spécifique afin de prévenir les risques d'accidents liés à la vétusté et au vieillissement de celles-ci et de s'assurer de leur niveau de sécurité.

Pour ces installations et équipements, l'exploitant établit un état initial, un programme de surveillance et met en œuvre un plan d'inspection conforme aux dispositions des articles 2 à 8 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

L'état initial, le programme de surveillance et les résultats de cette dernière, les justificatifs des interventions éventuelles sont tenus à la disposition des installations classées.

7. Prévention et gestion des déchets

7.1. Prévention et gestion des déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

1. En priorité, de prévenir et de réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, ainsi que de diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité de leur utilisation
2. De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :
 - a) La préparation en vue de la réutilisation ;
 - b) Le recyclage ;
 - c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
 - d) L'élimination.

7.2. Production de déchets, tri, recyclage et valorisation

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont ceux mentionnés dans la demande d'autorisation en date du 6 février 2023, modifié le 15 février 2024.

7.3. Limitation du stockage sur site

La quantité de déchets entreposés sur le site est limitée afin de ne pas occasionner de gêne pour le voisinage (odeurs, envols).

Ces dépôts sont tenus en état constant de propreté, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines).

En particulier, les stockages de déchets dangereux sont réalisés sur des aires dont le sol est imperméable et résistant aux produits qui y sont déposés. Ces aires sont nettement délimitées, conçues de manière à contenir les éventuels déversements accidentels et si possible normalement couvertes, sinon les eaux pluviales sont récupérées et traitées.

8. Conditions particulières applicables à certaines installations

8.1. Conditions particulières applicables à certaines installations

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
03/08/2018	Arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910
04/10/2010	Arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
31/01/2008	Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets
02/02/1998	Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau, ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23/01/1997	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
31/03/1980	Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion

8.2. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral 2000-178 du 11 février 2000, modifiées par l'arrêté préfectoral 07-2016-04-04-005 du 4 avril 2016, sont abrogées et remplacées par les prescriptions du présent arrêté à compter de sa notification à la société BOSTIK.

8.3. Conditions particulières relatives à la rubrique 1510

Seules les dispositions des points 1 (à l'exception du point 1. 8.), 2.III (uniquement le premier alinéa), 3. 1, 3. 5, 8 (uniquement le premier alinéa), 9 (sauf les alinéas 2, 3 7 à 9), 10 (sauf le point 1), 12 (Les mots « et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées » ne sont pas applicables.), 13 (Les mots : « Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) », ne sont pas applicables.), 14 (alinéa 4), 15 (sauf alinéas 2 et 4), 16, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26 de l'annexe II de l'arrêté ministériel modifié du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, ainsi que son annexe VIII point 1, pour le régime de la déclaration sont applicables aux cellules existantes de stockages de matériaux combustibles l'établissement.

Le point 12 cité à l'alinéa précédent est applicable au plus tard le 1^{er} janvier 2025.

Avant le 1^{er} janvier 2026, l'exploitant prend les mesures permettant de limiter les effets thermiques en cas d'incendie pour les parois nord et est de la cellule de stockage des produits finis au moyen, si nécessaire, de la diminution et réorganisation des stockages, la mise en place d'un dispositif séparatif EI120, la mise en place d'un dispositif de refroidissement ou de tout autre moyen de fiabilité et d'efficacité équivalentes pour réduire les effets thermiques.

9. Dispositions finales

9.1. Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97 du code de l'environnement.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire contre le permis de construire du projet, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme.

9.2. Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-après relatifs au contentieux.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Lyon par courrier ou via le site internet <https://www.telerecours.fr/> :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

9.3. Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Privas et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de Privas pendant une durée minimum d'un mois ; un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 du code de l'environnement, à savoir Lyas, Coux, Veyras, Freyssenet, Alissas et Rochessauve ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Ardèche pendant une durée minimale de quatre mois.

9.4. Exécution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Ardèche, monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et monsieur le maire de Privas, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société BOSTIK.

Fait à Privas, le

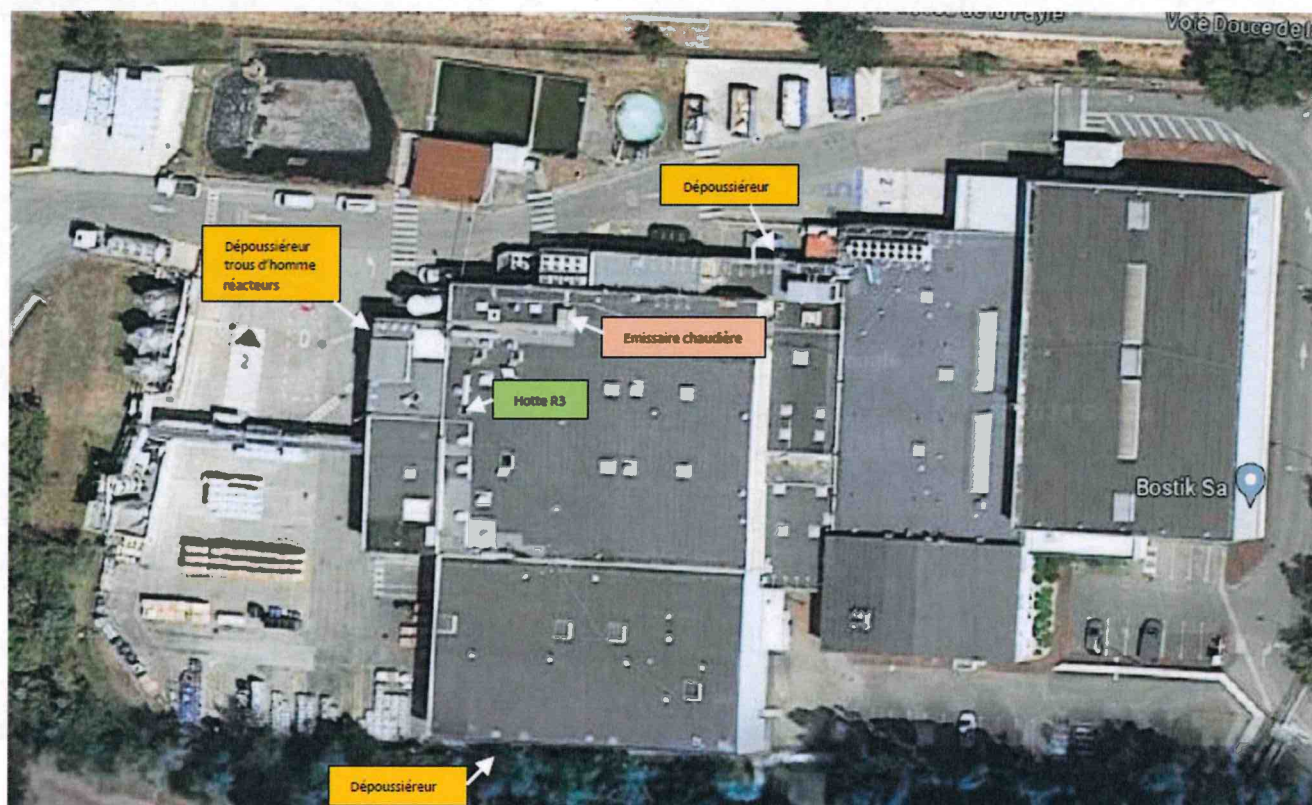
- 2 JAN. 2025

Pour la préfète,
le secrétaire général,

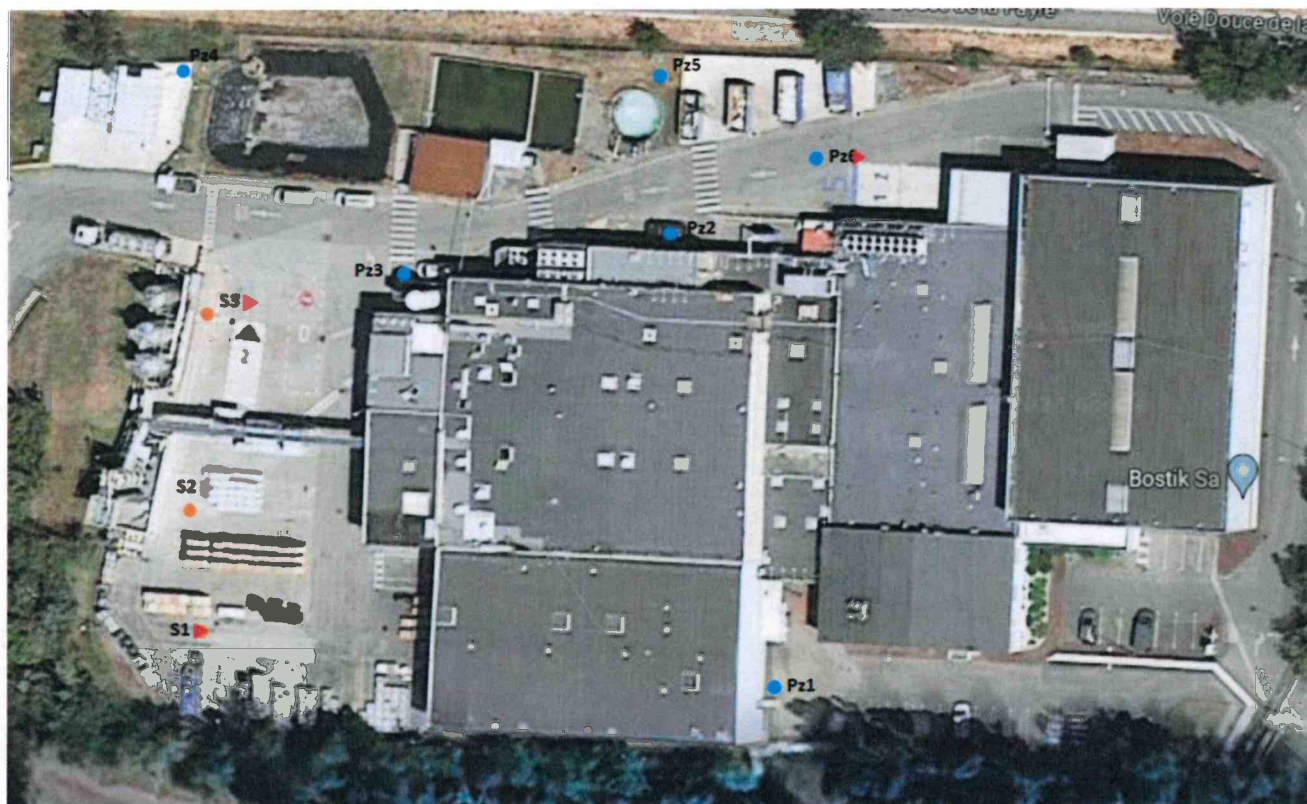


John BENMUSSA

Annexe 1 : plan des points de mesures à l'atmosphère



Annexe 2 : plan d'implantation des piézomètres et sondages de sols



Annexe 3 : plan de localisation des points de mesures de bruit

